49e ANNÉE (5e SÉRIE) N° 26 30 JUIN 1932

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. L'incompréhension mutuelle du christianisme et de l'islamisme. — Les points de contact entre les deux religions — La nécessité de se comprendre et de s'unir contre le matérialisme contemporain. — II. Les Conférences de M. Bellessort sur le Second Empire. — Le portrait de Napoléon III. — La philosophie du plébiscite. — III. Les idées religieuses de l'empereur et les malentendus avec l'Eglise. — Le monopole universitaire et ses méfaits. — La question du pouvoir temporel. — IV. La République sous l'Empire. — L'opposition de la jeunesse des écoles. — L'histoire romaine et les grands classiques dressés contre l'Empire. — La République sera ingrate si elle supprime l'étude du latin. — Les groupes républicains. — Les « vieilles ganaches. » — La jeune République. — Les *tigres*. — Les deux visages de la République sous l'Empire.

I

S. S. le pape Pie XI, parlant un jour avec un Vicaire apostolique, des efforts tentés pour s'approcher des Musulmans et prendre avec eux un contact plus intime et plus efficace, disait, non sans tristesse : « Jusqu'ici on a fait bien peu. Il est nécessaire d'étudier à fond la langue, la religion, les usages, le mode de penser de l'Islam, et ensuite, par le chemin de la bienfaisance, de s'adresser à lui directement, en s'efforçant de gagner son estime et enfin son amour [1]. »

Ces paroles font en quelque sorte écho à celles d'un écrivain turc célèbre, Nâmiq Kèmal, qui se plaignait en ces termes, au siècle passé, du dédain des Occidentaux : « Les Européens, qui savent consacrer des vies entières à étudier les espèces des insectes, donnent, lorsqu'il est question de l'importante portion de l'humanité que nous sommes, les preuves d'une ignorance ou d'une demi-science lamentable Ils ont contre nous des préjugés qui les aveuglent. »

Il est certain que le monde chrétien et le monde musulman s'ignorent profondément l'un l'autre, que bien des préjugés existent qui les séparent, que cette sorte d'indifférence que trop d'entre nous professent pour tout ce qui touche à l'Islam entretient chez les Orientaux une grande défiance contre nous, et que la pénétration missionnaire en souffre.

[1] *Vita Missionaria* de Bergame, nov. 1931.

La *Civiltà cattolica* du 16 avril 1932, dans le but de réagir contre cet état de choses, a publié un intéressant article, non signé, mais qui émane sûrement de quelqu'un qui connaît à fond le monde islamique, sous le titre suivant : *I valori della vita nella concezione cristiana e nella musulmana,* « Les Valeurs de la vie dans la conception chrétienne et dans la musulmane. »

L'auteur commence par observer que de vastes changements sont en voie de s'accomplir chez les Musulmans. Depuis 1909, et surtout depuis la guerre, une civilisation qui semblait immobilisée pour l'éternité, s'est mise soudain en mouvement. Les normes de la vie politique ont été bouleversées jusque dans leurs profondeurs. La vie religieuse elle-même a été atteinte. Des événements tels que la suppression du califat, d'un trait de plume, par le décret kémaliste de 1924, les réunions de Congrès pan-islamiques, dans le but vainement poursuivi de rendre une assiette au monde mahométan, les luttes acharnées d'idées qui séparent les peuples musulmans entre eux, la laïcisation des pouvoirs et des écoles en Turquie, et jusque dans la grande Université musulmane de El Azhar au Caire, la fervente propagande féministe qui se déploie au sein de l'Islam et les bouleversements qui en résultent pour la vie familiale et sociale en ces régions, le développement d'habitudes nouvelles telles que le repos dominical, et bien d'autres signes encore, révèlent l'immensité de la révolution qui se poursuit dans le proche Orient.

Parmi les causes de cet énorme mouvement, il faut sans doute placer au premier rang la tentation, considérée par les vieux musulmans comme éminemment diabolique, d'imiter cet Occident détesté, mais emporté par un prodigieux progrès matériel, prenant une avance formidable sur tous les autres peuples du monde, et les écrasant sous l'opulence de sa fortune et de son organisation extérieure.

N'était-ce point en songeant à cette tentation, en sentant l'Islam trembler jusque dans ses fondements, qu'un vieux Cheikh, Abdul Hazy Bagdadi, écrivait en 1912 ces lignes que la prudente censure de Constantinople refusa de laisser imprimer : « O peuples chrétiens, la colère de l'Islam contre l'Europe est au comble... Nous vous détestons plus que jamais... L'Islam est en opposition radicale avec votre monde de progrès. Nous rejetons avec dédain et dégoût, non seulement les

principes religieux et le vocabulaire, mais aussi les arts et les sciences qui nous viennent de l'Europe chrétienne.. Pour nous, le monde se divise ainsi : les croyants et les non croyants. Aux premiers nous donnons amour, sympathie, fraternité; — aux autres : indifférence, haine, guerre sainte. »

Quoi qu'il en soit, l'Occident a imposé les normes extérieures de sa civilisation à l'Orient, et les emprunts matériels que l'Orient nous a faits ne pouvaient manquer de réagir sur son esprit. Quiconque jette un coup d'œil sur les peuples islamiques, des Balkans tout proches au Maroc et à la Libye, en passant par l'Egypte, la Turquie, la Perse, l'Arabie et jusqu'à la lointaine presqu'île hindoustane, ne peut manquer de s'apercevoir que nos bateaux à vapeur, nos chemins de fer, nos automobiles, nos réseaux télégraphiques et téléphoniques, nos aéroplanes, nos émissions de T. S. F., et même nos canons et nos mitrailleuses ont fini par secouer la torpeur séculaire de tant de peuples enlisés dans la tradition et leur ont imposé un rythme de vie entièrement nouveau. Ce n'est certes pas encore le vertige de notre Occident, encore moins celui de l'Amérique, avec son agitation endiablée, mais c'est déjà un mouvement assez puissant pour troubler la solitude des déserts et des steppes asiatiques.

Il se trouve des observateurs musulmans pour redouter, sous l'assaut de ces ondes nouvelles, l'affaiblissement des puissances spirituelles, et pour s'effrayer à la pensée des ravages que tout ce progrès matériel peut faire dans les convictions religieuses. C'est ainsi que le publiciste égyptien connu, Mansur Fahmi, professeur de psychologie à l'Université du Caire, écrivait dans un livre récemment publié (1930) une page intitulée « La droite de Rollin, » où il traduisait ses craintes à cet égard. Pour comprendre le passage, il faut savoir que Rollin est l'un des plus gros entrepreneurs de la ville du Caire. Mansur décrit une puissante grue, qui soulève d'énormes cylindres de fer, pour les laisser tomber ensuite à la place qui leur est assignée dans les constructions de Rollin. Cette grue est donc la « droite de Rollin » et le symbole de la civilisation matérielle qui étend son ombre formidable sur la vie tranquille des anciens peuples. La terre tremble sous la pression brutale de l'énorme machine, et ses gémissements ont un écho douloureux dans le cœur de l'écrivain. Il songe que ce travail fébrile, si utile ou même nécessaire qu'il soit, détruit la paix et le charme de sa vieille cité chérie. Il lui demande de ne pas tout écraser avec sa monstrueuse main de fer, et surtout de ne pas étouffer de sa rumeur assourdissante les délicates palpitations de la vie de l'esprit.

Il est donc certain que notre devoir, à nous Occidentaux chrétiens, est d'apporter en Orient autre chose que nos machines aveugles et sans entrailles. Nous devons faire voir à ces enfants de Dieu que nous ne sommes pas matérialisés autant qu'ils le croient. Nous devons essayer de les comprendre et de nous faire comprendre.

Quiconque connaît l'Orient sait que là-bas la vie spirituelle se confond avec la vie religieuse. L'Orient respire la religion dans l'air, il ne sait ni ne peut rien faire sans la religion. Notre laïcisme, — que le kémalisme commence à répandre en Turquie, — scandalise et attriste profondément les Orientaux. Ils ne peuvent admettre que la vie se ramène à un mouvement d'affaires temporelles, à un bilan d'intérêts financiers. « Un Orient sans religion, a écrit l'orientaliste Leone Gaetani, serait comme un Occident sans loi : il serait mort. Aujourd'hui, instinctivement, apercevant un péril d'anéantissement moral, l'Orient cherche une voie de salut ; mais aveugle, perplexe, divisé, pauvre et ignorant, il chancelle dans les ténèbres et accumule erreurs sur erreurs. »

Peut-être cet ébranlement général a-t-il, dans les intentions de la Providence, un sens profond. Peut-être tend-il à écarter l'Islam pour faire luire la clarté de la Croix sur les fils du Croissant.

Essayons de voir les points de contact entre l'esprit religieux musulman et l'esprit chrétien. Les Orientaux pourraient passer à beaucoup d'Occidentaux trop matérialisés un peu de leur enthousiasme religieux, et l'Occident pourrait apporter à la foi religieuse des musulmans pieux et sincères, des clartés et des redressements qu'ils ne soupçonnent pas.

Parmi les points de départ d'une entente possible entre nos deux mondes, il convient de signaler en première ligne ce fait que les deux religions, chrétienne et islamique, sont d'accord sur un dogme capital : à savoir, que l'homme n'est pas formé seulement d'un corps et ne vit pas seulement de pain, que sa vraie vie est celle de cet esprit immortel qui aura Dieu pour récompense ou qui subira le châtiment de ses œuvres mauvaises.

A la lumière de ce principe, les deux religions professent que les progrès matériels ne servent de rien et qu'ils sont même nuisibles, dans la mesure où ils risquent de détourner l'homme de sa fin éternelle. — L'Evangile dit en termes inoubliables : « Que sert à l'homme de gagner tout l'univers, s'il vient à perdre son âme? Que donnera l'homme en échange de son âme? Le Fils de l'Homme viendra dans la gloire de son Père, avec ses Anges, et alors il rendra à chacun suivant ses œuvres. » L'Evangile compare aussi le salut de l'âme à une perle de grand prix que le marchand, dès qu'il l'a rencontrée, s'empresse d'acquérir, en vendant tous ses biens pour l'avoir. — De son côté, le prince de la théologie musulmane, Al-Ghazâli, semble commenter ces passages de l'Evangile quand il écrit :

« Ce qu'on laisse (ici-bas) est sans valeur en face de ce qu'on reçoit (dans la vie future). Il en arrive comme du marchand, qui sait bien que ce qu'il reçoit en échange de sa marchandise vaut mieux que cette dernière, et pour cette raison désire de la ven-

dre. Celui qui ne reconnaîtrait pas cela ne voudrait jamais se détacher de sa marchandise. De même, celui qui a compris que ce qui se trouve en Dieu subsiste et que l'autre vie est meilleure et plus durable que la nôtre, absolument comme les perles sont meilleures et plus durables que la neige, celui-là désire l'échange de cette vie contre la vie future. Celui qui posséderait de la neige ne ferait aucune difficulté de l'échanger contre des joyaux et des perles. Or, ce monde est comme la neige exposée au soleil, qui se dissout et se fond jusqu'à disparaître entièrement, tandis que la vie future est comme la pierre précieuse qui est indestructible. »

D'autre part, nous savons que tout l'esprit chrétien tend à subordonner l'usage des biens temporels aux exigences de la vie future. Il impose le renoncement à ces biens et jusqu'au sacrifice de la vie, plutôt que de désobéir aux commandements de Dieu et d'exposer son âme à la ruine éternelle. C'est cet esprit chrétien qui peupla l'antique Thébaïde d'ascètes qui abandonnaient toutes leurs richesses pour ne plus consacrer leur vie qu'à la pensée de Dieu et au bien de leur âme. Cet esprit existe toujours dans le christianisme. D'innombrables religieux et religieuses font encore et pratiquent héroïquement le vœu de pauvreté. Les anachorètes des premiers siècles ont toujours des imitateurs : il suffirait, pour s'en rendre compte, de visiter quelque solitude de Camaldules, quelque Trappe ou quelque Chartreuse. Au temps de Mahomet, l'Orient était plein de couvents de ce genre et le désert était toujours habité par des ermites chrétiens, qui faisaient pénitence dans les cavernes. La tradition musulmane nous a conservé le souvenir des rencontres de Mahomet avec des ascètes chrétiens de cette sorte. Et lui-même, lorsqu'il se retira sur le mont Hira, pour y vaquer au « Tahannot », — à la prière solitaire, — il ne faisait qu'imiter ce qu'il avait vu faire à des moines chrétiens.

Il n'est donc point surprenant que la prédication de Mahomet, pendant la période de La Mecque, soit tout imprégnée de l'idée chrétienne de la vanité des biens terrestres. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire la Sura 104, qui menace de la géhenne ceux qui amassent des richesses ; la Sura 18, ✝ 43, qui compare la vie terrestre à une plante qui se sèche dès le matin sous la violence du vent ; la Sura 9, ✝ 55, où se trouve exprimée cette forte pensée que les biens terrestres ne sont pas un signe de la bienveillance d'Allah, mais plutôt qu'ils sont souvent un châtiment pour endurcir l'homme dans le mal et le laisser mourir dans l'infidélité. Un orateur chrétien ne parlerait pas autrement de la vanité des choses d'ici-bas et de la valeur souveraine des biens éternels.

A vrai dire, ces éléments chrétiens ne sont pas sans mélange, dans le Coran. L'hégire, c'est-à-dire la fuite (622) de Mahomet de La Mecque à Médine, marque une déviation de l'Islam primitif que les meilleurs musulmans ont toujours déplorée. Ce n'était pas sans raison qu'un ancien compagnon et sincère ami du « prophète », disciple de la première heure, Anas, pleurait inconsolablement sur le changement intervenu et répondait, à Damas, à qui l'interrogeait sur la cause de ses larmes : « Ah ! je ne reconnais plus rien de ce que j'ai vu faire autrefois. Il ne restait plus que la prière, et maintenant la prière elle-même est négligée. » Anas était l'unique survivant d'un temps où Mahomet prescrivait la prière « le visage tourné vers Jérusalem » et disait : « Dieu préservera du feu de l'enfer quiconque aura dit : Il n'y a pas d'autre divinité que Dieu, avec le désir, en disant ainsi, de contempler la face de Dieu. »

Cette déviation introduite dans l'Islam explique bien des choses. Elle jette en particulier une vive clarté sur les aspects que revêtit l'Islam à certains moments de son histoire.

La plupart du temps on juge l'Islam par les cris de guerre qu'il provoqua contre la chrétienté, par les voluptueuses visions des harems des Sultans, peuplés de centaines de captives chrétiennes. On s'imagine volontiers que c'est l'Islam qui commande tout cela. Ce n'est pas tout à fait exact. Il s'est trouvé des commentateurs et des casuistes pour essayer de légitimer par le Coran des abus qui avaient tout simplement leur source dans les passions humaines et dans les mœurs corrompues de certaines époques. Mahomet lui-même, bien qu'animé au début d'excellentes intentions, ne réussit pas à se soustraire dans la suite à la terrible influence du milieu païen qui l'entourait. Mais pour le juger avec équité et sans passion, il convient de le replacer dans son cadre historique, de prendre garde aux circonstances où il vécut. Nous verrons alors que la politique nouvelle qui marque l'époque de Médine, dans sa vie, c'est-à-dire qui est postérieure à l'hégire, lui fut imposée par l'état de l'Arabie en son temps. L'anarchie régnait autour de lui ; la force matérielle seule pouvait avoir le dernier mot. La dure loi du talion sévissait dans le désert ; le sang humain coulait à flots dans ces querelles de familles et de tribus rivales. Mahomet fut débordé par les faits. Nous sommes choqués de le voir, — lui qui jusqu'à 50 ans avait vécu célibataire ou monogame, — s'entourer à Médine d'un harem de 11 femmes. Les plus pénétrants parmi les musulmans le regrettent comme nous. Ils voient bien tout ce que l'Islam a perdu par cette recherche trop brutale des jouissances charnelles, consacrée par l'exemple du « prophète ». Mais il n'est que juste d'observer que dans le même temps, ou presque, le roi de Perse, Chosroès, avait un harem comptant 12 000 femmes !

Les apologistes modernes de Mahomet ne veulent voir que ses premières années ; ils jettent volontiers un voile sur sa polygamie. Au contraire, la tradition musulmane exagéra longtemps les mauvais exemples du prophète afin de s'en autoriser pour mener la vie large qui plaisait à des temps corrompus.

Redisons nettement que l'Islam ne commande rien de semblable. Mahomet se donnait lui-même comme un prédicateur qu'il faut écouter, non comme un saint qu'il faut suivre en toutes choses.

Souvent il avoue ses faiblesses, il en gémit devant Dieu, il lui en demande pardon. Il concéda certaines licences à ses compagnons comme à lui-même, mais il se garda de les recommander, encore moins de les prescrire. Si bien qu'il resta toujours, au sein de cette société peu édifiante, un parfum de vertus chrétiennes chez certaines âmes d'élite.

Il y a donc deux Islams : l'Islam charnel et mondain, pourrait-on dire, et un autre Islam très supérieur au premier, que nous appellerons l'Islam spirituel.

C'est à l'Islam de la chair qu'il faut attribuer tant de misères morales que l'histoire a enregistrées et enregistre encore. On mettra à son actif les splendeurs mondaines et païennes de la cour de Bagdad, les louches intrigues de palais, les discussions trop subtiles des ulémas et leur casuistique compliquée pour parvenir à tirer la loi coranique à tous leurs caprices, les persécutions enfin contre les meilleurs éléments de l'Islam qui rejetaient les vêtements de soie parfumés et parés des docteurs, pour revêtir la grosse laine des sûfi.

Dans l'Islam spirituel, au contraire, se rencontre, depuis les origines jusqu'à nos jours, un certain sentiment de l'ultra-terrestre, un sens très vif de religiosité, un généreux effort de renoncement aux biens de la terre pour la conquête des biens éternels. Cet Islam fut réduit longtemps à se cacher, il fut persécuté par les classes dominantes, mais il se maintint et il osa un jour relever la tête, se montrer en public, engager la lutte décisive contre les ulémas, ses ennemis mortels, et finalement il réussit à s'incorporer à la doctrine orthodoxe des Musulmans avec le volumineux traité de Ghazâli : « *Ihyâ 'olum ed-Din,* Le Renouvellement des sciences religieuses ».

Cet Islam-là avait été le premier, celui de Mahomet à La Mecque. L'Islam de Médine fut l'Islam politique ; celui de La Mecque avait été l'Islam spirituel. Les deux courants remontent ainsi authentiquement au « prophète ».

Il est probable que Mahomet, en s'enfuyant de La Mecque pour Médine, eut à choisir entre deux partis : ou de laisser sombrer toute son œuvre de réformateur religieux, ou de la défendre l'arme au poing et au moyen de l'intrigue politique. Il choisit le second et donna naissance à un puissant empire, dont on sait les grandioses destinées. On eut de la sorte un Islam victorieux et conquérant, mais cette grandeur mondaine fut achetée par la perte du souffle spirituel qui animait des âmes assoiffées de Dieu et des biens supraterrestres. Ce fut un véritable bonheur pour cette religion que le courant primitif ne disparut pas entièrement, qu'il traversa la fastueuse période des Ommiades sans s'éteindre, et qu'il reparut à temps pour rendre un peu de vie spirituelle à la société jouisseuse des califes, qui était passée de la rude vie des camps au luxe efféminé de la richesse dans le triomphe.

Si ce bonheur fut acquis à l'Islam, il devrait reconnaître qu'il fut dû en grande partie à l'influence du christianisme. Le baron Carra de Vaux, l'un des meilleurs orientalistes de l'heure actuelle, a bien montré que Ghazâli fut presque chrétien. Ce fut un malheur par contre que, pour des raisons politiques, la guerre éclatât entre les deux mondes qui auraient peut-être pu arriver à se comprendre. Ce fut à la suite de cette rupture que les Musulmans commencèrent à traiter d'infidèles, — c'est-à-dire, pour eux, de damnés, — ces mêmes chrétiens dont Mahomet avait formellement déclaré qu'ils seraient sauvés et recevraient une récompense de leur Seigneur [1].

Aujourd'hui, la rumeur des armes a cessé. Les meilleurs parmi les chrétiens et parmi les musulmans savent réfléchir sur l'orientation actuelle d'un monde que ronge l'incrédulité. Ils songent à faire le front commun de toutes les âmes religieuses contre le matérialisme athée, dont le bolchévisme se donne comme la citadelle. Ils sont émus, les uns et les autres, des cris de guerre contre Dieu qui s'élèvent un peu partout : en Russie soviétique, en Espagne, au Mexique et ailleurs. Le laïcisme, avec son lourd mépris des valeurs spirituelles, est le grand péril des temps modernes. Moscou et Rome vont sans doute devenir les deux capitales opposées, l'une de la lutte contre Dieu, l'autre de la foi en Dieu. Ce que les musulmans sincères doivent bien savoir, c'est que la civilisation occidentale ne s'identifie aucunement avec ce laïcisme agressif et incroyant, que la plupart des grands savants qui ont fait les immortelles découvertes dont se glorifie l'Occident furent des croyants et des esprits d'une haute religion, tels que Copernic, Galilée, Newton, Volta, Ampère, Pasteur. Ce que l'on voudrait enfin, c'est que tous les Européens qui approchent les Orientaux sachent vaincre ce respect humain qui trop souvent paralyse leurs sentiments religieux, dans leur pays d'origine, et qu'ils comprennent qu'ils ne peuvent que se grandir auprès des Orientaux en laissant voir publiquement les sentiments religieux qui vivent, la plupart du temps, au fond de leur cœur et qu'ils ont pris la malheureuse habitude de cacher derrière la technicité industrielle, commerciale ou militaire.

Il est probable que le monde va vers une vaste lutte : pour l'esprit ou pour la matière, pour ou contre Dieu. Dans cette lutte, l'Eglise catholique portera le flambeau de la foi et tous les croyants de l'univers viendront, il faut l'espérer, se ranger derrière son étendard.

II

Cette même Eglise, qui sera un jour ou l'autre le dernier rempart de la civilisation humaine en face de la barbarie soviétique et du matérialisme asservissant, n'a pas toujours été bien comprise par la société bourgeoise au siècle dernier. Si cette société venait à périr, l'histoire dirait avec

[1] Sura 2, ỳ 59.

raison qu'elle aurait elle-même creusé son tombeau.

Nous avons parlé ici-même naguère de l'Eglise sous le Second Empire, en traitant de la récente thèse de M. Maurain [1]. Nous allons y revenir par une autre voie, en entretenant nos lecteurs des Conférences de l'hiver dernier sur le Second Empire. Ces Conférences, qui furent très remarquées, sont de M. André Bellessort, écrivain brillant et distingué, qui nous a donné un *Saint François Xavier* très pénétrant et très sympathique, et dont nous avons cité de très belles pages sur les missionnaires. La *Revue Hebdomadaire,* qui semble spécialisée dans la publication des Conférences littéraires ou savantes, a donné toutes celles de M. Bellessort dans ses nos du 23 janvier au 9 avril 1932, soit 12 Conférences, formant un tout très agréable à lire, comme on l'imagine aisément, et qui constitueront sûrement un volume publié à part.

Nous n'entreprendrons pas de résumer tout cet ensemble, mais en glissant rapidement sur les Conférences purement littéraires ou descriptives, nous nous arrêterons à celles qui impliquent des discussions d'idées, telles que la cinquième, sur « Le Clergé et la vie provinciale », et la douzième et dernière sur « La République sous l'Empire ».

De la première Conférence, intitulée « L'Empereur », nous ne garderons que quelques réflexions sur le plébiscite. Louis-Napoléon est une figure étrange et presque impénétrable. « Il désespère quiconque veut le peindre, » a dit le grand historien du Second Empire et le grand portraitiste, M. de la Gorce, « et comme il est, suivant l'occasion, très éclatant ou très secret, le seul portrait qui soit vrai paraîtrait invraisemblable, tant s'y heurteraient brusquement les ombres et la lumière. »

Il a commencé par être un héros de roman, « moitié byronien, moitié balzacien. » Il a hérité de l'humeur taciturne du triste roi de Hollande, son père, et de la sensibilité amoureuse de sa mère, la reine Hortense. Il a été conspirateur en Italie, avec les carbonari, contre le pouvoir du pape. Il a tenté à deux reprises de s'emparer du pouvoir en France ; ses deux tentatives ont échoué piteusement. Sa grande force, c'est la légende napoléonienne. Tous ceux qui ont contribué à créer cette légende, tous ceux qui ont vanté les gloires du Premier Empire et qui se sont grisés à raconter les prodiges d'art militaire qui ont porté nos drapeaux à travers l'Europe, et Béranger et Thiers, pour ne parler que de ceux-là, ont travaillé pour lui. La Révolution de février lui redonne de l'espoir. Il arrive à Paris au moment où l'on défaisait les barricades. Une femme du peuple lui dit : « Allons, jeune homme, remettez un pavé en place ! » Il s'exécuta de bonne grâce. « Ma brave femme, lui dit-il, je ne suis venu à Paris que pour cela. » Le nom de ce jeune homme que ses échecs de Strasbourg et de Boulogne, aux yeux des gens graves, des gens officiels, des diplomates, des profonds hommes d'Etat, ont discrédité, ridiculisé, ce nom se met tout à coup à signifier ordre, réconciliation, sagesse, progrès, gloire.

Le peuple littéralement s'emmourache de lui, à cause du grand nom de Napoléon. Mais ce qui est le plus intéressant à noter, c'est l'attitude des grands démocrates de l'heure, des républicains, en face de ce penchant du peuple. Nous avons noté à plus d'une reprise, ici-même, ce qu'il y a de contradictoire dans le principe de la démocratie et la façon dont elle est appliquée. La démocratie est proclamée sur tous les tons « le régime de la souveraineté populaire. » Mais le peuple est un souverain tour à tour adulé et méprisé par ceux qui professent le principe de sa toute-puissance. Il est sous entendu que le peuple a toujours raison, admirablement raison, quand il use de sa souveraineté pour déléguer tous les pouvoirs à cette élite bourgeoise, qu'une préparation juridique prépare à la science abstruse de la « fabrication des Lois, » c'est-à-dire aux « légistes. » Mais il est sous-entendu aussi que le peuple n'est qu'un vieillard tombé dans l'enfance, dès qu'il s'avise de donner ses suffrages à d'autres personnages qu'aux politiciens bourgeois qui le flattent pour le dominer.

Voyez ce qui se passe à propos de Louis-Napoléon. Il est élu, aux élections complémentaires, par quatre départements. Aussitôt l'Assemblée perd littéralement la tête « Les uns exigent son arrestation, d'autres son exil. L'exil est voté, et le lendemain, par assis ou levé, on le valide. Le prince envoie sa démission au Président dans une lettre très digne où il déclare qu'il ne veut être cause d'aucun trouble, mais que, *si le peuple lui imposait des devoirs, il saurait les remplir.* »

Dans la langue démocratique, cette phrase devrait être tenue pour parfaitement correcte. Soyons logiques : le peuple est l'unique souverain. Vous l'avez dit et répété sur tous les tons. Voilà un homme qui s'en réfère à la volonté souveraine du peuple, qui se dit son serviteur, qui ne veut que lui obéir. C'est un démocrate comme vous. « Il trompe le peuple, dites-vous, il veut tout simplement le pouvoir ! » Et vous, que cherchez-vous donc ? En attendant, la petite phrase de Louis Bonaparte « indigne, congestionne les Républicains *qui n'admettent que pour eux la fiction du peuple.* » Bellessort n'a-t-il pas raison de se moquer de cette prétention des Républicains ?

Ils n'admettent que pour eux la fiction du peuple : voilà toute l'histoire de notre République anticléricale !

Ecoutez les démocrates : « Selon Lamennais, « le nom de Louis Bonaparte est le drapeau d'une conspiration. » On lit dans le *Constitutionnel,* journal de Thiers : « Avant hier, ce n'était qu'un ballon gonflé de fumée ; aujourd'hui, c'est un

[1] *Ami* du 8 octobre 1931, p. 717.

nuage qui porte dans ses flancs la foudre et la tempête. »

Il a démissionné, est parti pour l'Angleterre. Il n'a eu aucune part aux terribles journées de juin où pour la première fois, le « quatrième Etat » s'aperçut que ses intérêts de classe étaient opposés à ceux du « Tiers-Etat » avec lequel on le confondait et il se confondait lui-même depuis la Révolution de 1789. La Constitution a été votée. On vote en septembre pour la nouvelle Chambre ; il est élu de nouveau, par cinq départements. « Lorsque son nom fut proclamé à Paris, les fanfares de la garde nationale attaquèrent : *Veillons au salut de l'Empire.* » De tous les députés de la nouvelle Chambre, il est celui que le peuple veut voir avant tout ; la foule se porte à l'ouverture de l'assemblée pour l'acclamer. Le journal de Cavaignac, républicain, *Le National*, cherche à ironiser. Il écrit le lendemain : « Cette gloire d'emprunt a fait son entrée dans l'enceinte républicaine sans tambour ni trompette, ni plus ni moins que si elle eût été ce qu'il y a au monde de plus obscur et de plus vulgaire. »

Dès que la question de la présidence se pose, son nom est prononcé. Les républicains et les socialistes redoublent de rage ; ils s'acharnent à l'avilir, et ils le grandissent devant le peuple. Proudhon l'injurie dans le *Journal du peuple :* « Quoi, cet écervelé veut régner sur la France ? Viens donc, Napoléon, viens prendre possession de ce peuple de courtisans. Ils disent de toi que tu n'es qu'un crétin (c'était, non le mot du peuple, mais celui de Thiers), un aventurier, un fou. Viens terminer nos désastres en prenant nos libertés. Viens consommer la honte du peuple français. »

Proudhon parle au nom du monde ouvrier révolutionnaire, le monde du drapeau rouge. Lamartine, l'historien des Girondins, parle au nom du drapeau tricolore, c'est-à-dire au nom de la bourgeoisie qui entend régner sous le nom du peuple : « Si la République se fonde, dit-il non sans infatuation, j'ai gagné ma partie humaine contre la destinée. Si elle échoue ou dans l'anarchie ou dans une réminiscence de despotisme, mon nom, ma responsabilité, ma mémoire échouent avec elle et sont à jamais répudiés par mes contemporains. »

Louis-Napoléon laisse dire. Il ne veut rien entendre de ces imprécations ni de ces grandes phrases irritées et vides. Il n'a jamais l'air de s'apercevoir qu'on le persifle. Il a merveilleusement ce don de l'homme politique, de savoir « encaisser » les injures, sans se troubler. Il se possède ; il croit à son étoile : il est fataliste.

L'élection a lieu. Il est élu par cinq millions de suffrages contre un million à Cavaignac et quelques dizaines de mille à Lamartine. « Ce n'est pas une élection, dit Girardin, c'est une acclamation ! » Le peuple a prononcé. Les démocrates ne devraient plus avoir qu'une pensée, celle de s'incliner devant le verdict de leur souverain : le peuple. Il en est qui le font. Trois ans plus tard, le futur communard Félix Pyat disait dans une lettre : « Succès immense, inouï, unique dans les fastes de l'histoire... *Election profondément démocratique.* Le peuple, en le nommant, a obéi à une idée républicaine, à un sentiment révolutionnaire. » On ne pouvait guère se tromper plus lourdement que dans les deux derniers adjectifs. L'élection était démocratique, en ce sens que le peuple n'avait subi aucune pression, qu'il s'était prononcé librement, qu'il avait choisi suivant les instincts de son cœur ; mais le peuple n'avait pas obéi à une idée révolutionnaire, à moins que l'on n'appelle ainsi l'affirmation de sa volonté d'exercer librement son suffrage, ce qui en effet serait une révolution dans la « robinocratie » où nous sommes plongés depuis l'institution des *mandats non-impératifs*, ainsi que nous avons eu l'occasion de l'expliquer [1].

En somme, Pyat n'approuvait cette élection et ne la trouvait « démocratique » que parce qu'il la croyait révolutionnaire, c'est-à-dire allant dans le sens des aspirations ouvrières. En revanche, un représentant de la bourgeoisie incrédule, dont on devait faire sous la troisième République « un saint laïque, » Eugène Bersot, professeur de philosophie au lycée de Versailles, écrivait que cette élection nous rendrait « la fable de l'Europe et le scandale de l'histoire. »

On sait la suite. Toute la Présidence de Louis Bonaparte ne fut qu'un long conflit entre les deux pouvoirs issus inégalement de la volonté populaire : l'Assemblée et le Président. L'Assemblée, visiblement, se préoccupait d'instaurer le parlementarisme, qui n'est au fond qu'une confiscation du pouvoir du peuple. Louis-Napoléon se sentait porté au pouvoir par la faveur populaire, qui lui demandait surtout le maintien de l'ordre et l'éloignement de toute guerre civile à l'intérieur. L'Assemblée était soutenue par la Presse, c'est-à-dire par l'aristocratie des temps nouveaux, celle de la plume. Napoléon était soutenu par la nation. Il n'était question que de coup d'Etat. Mais d'où viendrait-il ? De l'Assemblée ou de la Présidence ? Trois ans s'écoulèrent. On commençait à se rassurer, lorsque le coup d'Etat, préparé de main de maître par Morny, Persigny, Saint-Arnaud, Maupas, Mocquard, eut lieu le 2 décembre 1851.

« Il est bien entendu, avait dit Morny, que chacun de nous y laisse sa peau. » — « La mienne est déjà bien usée », avait répondu Mocquard en souriant.

Le portrait que trace Bellessort de l'empereur a des traits de séduction :

« Tous ceux qui l'ont approché l'ont aimé. Il est bon, réellement bon. Il l'est envers ses inférieurs, envers ses compagnons, envers ses amis, envers les membres de sa famille. Il a le geste généreux. Un jeune officier désespéré lui avoue une perte au jeu de vingt mille francs : il va à son tiroir et lui remet vingt billets (qui furent rendus plus tard) en

[1] Voir *Ami* du 21 avril.

lui disant avec un sourire : « La vie d'un de mes soldats vaut beaucoup plus que l'argent que je vous donne ; mais je ne suis pas assez riche pour les racheter tous à ce prix. » Il savait donner. On a dit que, lorsqu'il faisait un présent, il avait toujours l'air de s'acquitter d'une dette... Cet homme, dont les ambitions avaient été pendant plus de vingt ans un sujet de risées, avait oublié bien des injures ; on n'eut jamais à lui reprocher une ingratitude. Il a supporté jusqu'au bout, sans un seul mouvement d'impatience, les exigences de ceux qui avaient servi sa cause, la mauvaise humeur de Persigny, les tripotages de Morny... Il était simple, avec le goût des pompes et des magnifiques ostentations... Il comprend ceux qu'on appelle les humbles, les petites gens, les gens du peuple, les ouvriers, les artisans, les paysans. Il se fait comprendre d'eux. Ses aventures, ses traverses l'ont familiarisé avec les duretés et les misères de la vie. Aucun chef de gouvernement n'a plus désiré que lui améliorer la situation de ceux que la société n'a pas favorisés. S'il n'y a pas réussi autant qu'il l'aurait voulu, c'est moins sa faute que celle de son temps. Il a eu des attentions désintéressées qui ne trompent pas sur la sincérité de ses sentiments, quand ce ne serait que la création d'*aumôniers des dernières prières* qui, à la porte des cimetières, accueillirent désormais les cercueils que personne ne suivait. »

Cette dernière pensée nous conduit naturellement à examiner les sentiments religieux de l'empereur. Mais nous ne résistons pas au plaisir de citer encore les réflexions de M. Bellessort sur « les sentiments républicains » de Napoléon.

Il était l'élu du peuple. En bonne démocratie, c'était pour lui une consécration. Mais évidemment le peuple ne le nommait que pour son bien à lui, peuple : cela est sous-entendu dans toute démocratie. Les « légistes » n'ont pas toujours l'air de s'en souvenir ; ils ne connaissent trop souvent que la « République des camarades ». Napoléon, lui, a très sincèrement l'amour du peuple. « Comme souverain, il apporte au pouvoir, avec le principe d'autorité qui a toujours été celui des grands révolutionnaires et qui l'est toujours, les principales idées que les républicains ont professées au cours de ce siècle et professent encore. Il est attaché à la Révolution comme au berceau de sa famille. Lorsque le Corps législatif le félicite de la naissance du prince impérial, il lui répond « qu'une dynastie n'a de chances de stabilité que si elle reste fidèle à son origine, en s'occupant uniquement des intérêts populaires pour lesquels elle a été créée. » « Ses écrits du fort de Ham le rangeaient parmi les socialistes ou du moins parmi les plus sincères démocrates. » Et l'on doit attribuer à ses idées républicaines les grandes illusions grâce auxquelles il est devenu la proie d'hommes d'Etat à la Machiavel, tels que Cavour et Bismarck. Son principe des nationalités était un principe républicain. Et la plupart de ses grandes erreurs furent des erreurs républicaines.

La princesse Mathilde, sa cousine et sa fiancée lorsqu'il avait quinze ans, disait un jour : « Moi, si je l'avais épousé, il me semble que je lui aurais cassé la tête, pour savoir ce qu'il y avait dedans ».

« Qu'y aurait-elle trouvé ? » se demande M. Bellessort. « Quelques mesquineries ; rien de bas ; bien plus de confiance dans les idées que dans les hommes qui les représentent ; un certain mépris de l'humanité qui se traduit surtout par la compréhension résignée de ses inconséquences, de ses trahisons, de toutes ses faiblesses ; le goût et le sens de la grandeur ; une sensibilité délicate ; des rêves sensuels ; le désir de voir des visages heureux autour de lui ; l'ambition de dominer que la maladie commence à user ; une culture incomplète ; une intelligence assez remarquable, mais superficielle ; des utopies ; le culte de la Révolution ; la conviction qu'il en est un fils très habile ; de nombreuses qualités dont aucune ne s'impose absolument et dont la réunion, à défaut d'un grand prince ou d'un grand politique, fait un homme curieux, intéressant, presque sympathique, un homme qui ne méritait pas peut-être le rang où la Fortune l'a placé et qui méritait moins encore la catastrophe où elle l'a abîmé. »

III

Napoléon III était-il religieux ? M. de la Gorce l'affirme. Veuillot l'avait dit aussi, mais en ajoutant : « Et même superstitieux plutôt que chrétien. » Le même Veuillot définissait ses ministres « des incrédules qui détestent l'incrédulité. » « Ils sont peut-être préférables, remarque M. Bellessort, aux incrédules qui ont toujours peur de ne pas le paraître encore davantage. » M. Ferdinand Bac, qui a bien connu les survivants de ce monde, croit à l'esprit religieux de Napoléon : « Il écrivait, nous dit-il, des lettres pleines de piété chrétienne du fort de Ham. Il faisait des visites imprévues aux églises, où il lui arrivait de mettre des cierges pour la prospérité du Prince impérial. Un jour, on l'avait vu, en sortant de l'Ecole Polytechnique et conduisant son phaéton, s'arrêter devant le Panthéon, jeter ses rênes au valet et entrer dans le sanctuaire, s'agenouiller dans la chapelle de sainte Geneviève et y demeurer longtemps en prières. »

Et pourtant, il avait des paroles énigmatiques au sujet de la religion. Il apportait là aussi cet esprit de rêve qui était l'une des marques de sa physionomie morale. Il ne comprenait guère les problèmes philosophiques ou théologiques. Inaugurant à Ajaccio un monument à Napoléon Ier, il dit un jour : « Napoléon était religieux *d'une façon générale et élevée;* mais il est difficile de rattacher ses convictions à une religion formulée. » On aurait pu sans doute en dire autant de son neveu. Napoléon III était religieux comme son oncle et comme César. Il croyait, on l'a dit, à son étoile. Il croyait à des puissances occultes qu'il est bon de se rendre favorables, mais il n'essayait point de les définir. Il ne comprenait bien, du reste, que les questions politiques ou sociales. Il mettait des cierges : en Chine, il eût mis des bâtons d'encens. Il resta toujours respectueux de la religion, sans vouloir faire de distinction entre les religions. Il tient au catholicisme parce qu'il est la religion du pays et aussi parce qu'il en goûte les pompes et les magnificences qui viennent rehausser le pouvoir civil et militaire.

Il serait très heureux que le pape vînt le sacrer, et sera ravi que Pie IX accepte d'être parrain du Prince impérial. L'Eglise ne trouve en lui aucun principe d'hostilité ; il lui témoignera toujours et très sincèrement de la courtoisie et de la déférence.

Mais il se forge une idée en quelque sorte intemporelle du clergé et surtout de la papauté. Il est convaincu que le pouvoir temporel est un anachronisme. Il avait été de ceux qui avaient écrit à Grégoire XVI, lors de l'insurrection des Romagnes, pour lui dire que s'il renonçait au pouvoir temporel, « tous les jeunes gens, même les moins modérés, l'adoreraient et deviendraient les plus fermes soutiens d'un pouvoir épuré par un grand pape et qui a pour base le livre le plus libéral, l'Evangile. » Mais le pape ne s'était point soucié de ces « adorations ». L'insurrection avait été trahie et réprimée, Louis Bonaparte mis en fuite et sauvé par l'archevêque de Spolète, Mgr Mastaï Ferretti, qui allait devenir pape sous le nom de Pie IX. Plus tard, dans ses articles du fort de Ham, envoyés au *Progrès du Pas-de-Calais,* Louis Bonaparte se plaignait du clergé. Il le représentait comme « hostile à la démocratie, à la liberté, à l'esprit de la Révolution. » Il se proposait, en s'emparant du pouvoir, de travailler à rendre le clergé libéral, à lui donner comme principal programme d'enseigner la morale, la charité, l'amour des opprimés, de prêcher la justice, la tolérance, la rédemption religieuse unie à la rédemption politique. Il ne semble pas se préoccuper de ce salut éternel que la religion chrétienne place au-dessus de toutes les préoccupations terrestres.

Il y aura donc fatalement plus d'un malentendu entre lui et l'Eglise.

Lorsqu'il fut devenu président de la République, en 1849, l'un des premiers problèmes qui se posèrent devant lui, fut justement celui d'une intervention armée en faveur de Pie IX. Celui-ci, pape en 1846, avait d'abord essayé d'apprivoiser le libéralisme politique, en se montrant lui-même extrêmement libéral, et la population romaine l'avait acclamé à outrance. Puis les démocrates avaient affecté de faire de lui leur prisonnier, en criant : « *Vive Pie IX ! A bas les Jésuites !* » Il ne s'était pas découragé tout de suite. Il avait fait toutes les concessions possibles. Vainement : deux ans ne s'étaient pas écoulés que la populace, montée par les agents de Mazzini, s'égosillait à crier : « *A bas la police ! Plus de prêtres au gouvernement ! Vive l'indépendance italienne !* » Bientôt, le premier ministre du pape, l'italien Rossi, jadis condamné à mort pour complot contre le Saint-Siège et maintenant chef de la politique libérale de la papauté, était sauvagement assassiné, sur les degrés de la nouvelle Chambre des députés pontificale. L'insurrection était victorieuse et Pie IX contraint de s'enfuir à Gaëte. Il était décidément guéri de son libéralisme et peut-être se portait-il désormais avec trop de facilité, par haine de la Révolution dont il avait été la victime, vers le côté opposé, et se refusait-il trop complètement à tout examen ultérieur du contenu de ce mot fatidique : *la Révolution !*

A la nouvelle des événements qui s'étaient déroulés à Rome, les démocrates français, — des bourgeois férus d'incrédulité, qui ne cherchaient la faveur du peuple que pour se porter eux-mêmes au pouvoir, — envoyèrent des félicitations aux insurgés romains. Mais l'Assemblée nationale, composée de monarchistes revêtus de l'étiquette républicaine, vota l'envoi d'un corps expéditionnaire au secours du pape. Il ne s'agissait pas seulement de rétablir un souverain détrôné, il semblait surtout urgent d'arriver avant l'Autriche, toujours prête à saisir les prétextes d'intervention en Italie, pour y développer son influence ennemie de la nôtre.

Le Prince-Président entra volontiers dans les vues de l'Assemblée. Il était partisan d'une intervention en Italie, mais pour des motifs contestables. C'était pour lui une occasion d'imposer ses vues personnelles à la papauté. Il allait être le sauveur de son ancien sauveur, il lui rendrait sa gentillesse d'autrefois. Mieux que cela, il pourrait lui suggérer tout un plan de réformes libérales et la reconnaissance obligerait le pape à se conformer à ses indications. Tout ce calcul n'était peut-être pas très généreux : obliger quelqu'un pour l'assujettir n'est point très élégant ! Le prince Napoléon ne s'embarrassait point de ces scrupules... Mais il se heurta aux préventions, peut-être excessives, du pape Pie IX se refusa à entrer dans sa capitale, avant que l'ancien système administratif y eût été complètement rétabli. Il saisit fort bien l'arrière-pensée du prince Napoléon. Pour esquiver ce qu'il considérait comme une tutelle onéreuse, il se contenta de remercier, en termes vagues, « le bras invincible des armées catholiques », sans nommer la France. Napoléon sentit la nuance et écrivit à l'un de ses aides de camp, Edgar Ney, une lettre, qui fut rendue publique et où il se plaignait de l'ingratitude du Saint-Siège envers le pays et de la façon peu digne dont nos soldats étaient traités. Et il profitait de l'occasion pour définir le pouvoir temporel du pape tel qu'il le concevait : amnistie générale, — plus de prêtres dans l'administration, — introduction du code Napoléon, — gouvernement libéral, c'est-à-dire avec des institutions parlementaires. Tout cela était fort impertinent. Si Napoléon avait à se plaindre des représentants du pape, il n'avait pas à le crier sur les toits. Cette publicité donnée à des conseils ressemblait à une mise en demeure ou à un défi. Le pape ne pouvait que se trouver froissé de conseils donnés d'une façon si singulière. Ses impressions fâcheuses vis-à-vis du libéralisme qui lui avait si mal réussi ne pouvaient qu'en être accrues. Il se résigna à exprimer des remerciements publics à « la nation française et à l'illustre Président de la République qui s'étaient fait une gloire de le ramener dans sa capitale. » Mais il se

refusa à suivre ses directives. Le manque de tact du Prince-Président contribua au contraire à l'ancrer dans son aversion pour les nouveautés révolutionnaires. Ce fut un malheur assurément. L'Eglise parut, sous son règne, opposée par principe à toutes les réformes administratives et sociales, derrière lesquelles la bourgeoisie avide du pouvoir cachait ses ambitions de classe. Il eût été plus sage de lui prendre tout ce qui, dans son programme, pouvait répondre à une idée juste, à un progrès raisonnable, afin de la dépouiller de cela seul qui faisait son prestige et de ne pas laisser dire que le catholicisme était ennemi de tout ce qui pouvait favoriser l'amélioration du sort des humbles et des pauvres.

Mais voici que le Prince-Président, avec toutes ses prétentions au libéralisme, se pose en gardien de l'ordre, en adversaire de la Révolution. Par le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il a suspendu le fonctionnement des institutions parlementaires en France. Il s'achemine vers l'empire. Au fond, il ne fait que cuisiner, à sa manière, le principe révolutionnaire de la souveraineté du peuple. On sait que ce dogme n'aboutit, en pratique, qu'à investir de la toute puissance légale ceux que le peuple honore de sa confiance. Le peuple n'est souverain que pour déléguer sa souveraineté. S'il la délègue à des parlementaires, c'est le règne des légistes, ennemis traditionnels du clergé. S'il la délègue à un homme, c'est un retour à l'absolutisme tant décrié de l'Ancien Régime, sous le couvert du droit révolutionnaire. Napoléon Ier avait fort bien vu que le principe de la souveraineté du peuple pouvait jouer ainsi en des sens très différents ; il s'était fait plébisciter après le 18 Brumaire. Son neveu fit de même. Il pouvait se flatter d'être le fils de la Révolution, puisqu'il voulait recevoir ses titres de la consécration populaire. Mais il pouvait aussi se poser en défenseur de l'ordre public et par suite en adversaire de cette Révolution dont il se disait le fils ! On saisit ici sur le vif l'inconsistance du dogme révolutionnaire. Faire de la loi du nombre la source de toute justice et de tout droit public est une aberration. Le nombre désigne. La raison seule, éclairée par la foi, devrait gouverner. Et, pour qu'il y ait coïncidence entre la loi du nombre et l'ordre de la raison morale et religieuse, il faudrait que le grand souci de tous les gouvernants fût d'éclairer et d'éduquer les masses. En tout cas, si ce n'est pas le souci des chefs que le peuple se donne, en son aveuglement ou dans son ignorance, ce doit être la continuelle préoccupation de l'Eglise, à qui Jésus-Christ a légué son magnifique *Misereor super turbam !*

Mais, au temps du 2 décembre, toutes ces questions étaient compliquées par d'obscurs problèmes de « légitimité, » c'est-à-dire de droits dynastiques, empêchant pratiquement, au moyen d'une solution simpliste et paresseuse, un très grand nombre de catholiques de saisir la gravité de la métaphysique révolutionnaire et des questions qu'elle pose devant la pensée philosophique et religieuse.

Quoi qu'il en soit, on assista, à la suite du coup d'Etat, à un spectacle illogique et bizarre : l'homme du plébiscite révolutionnaire obtenant les suffrages des adversaires de la Révolution, parce qu'il se donnait comme le défenseur de l'ordre public. Les catholiques voulaient voir en lui le représentant de cette raison éternelle qui est la vraie source de l'autorité politique, et il ne voulait tenir ses pouvoirs que de l'assentiment donné par le peuple aux élucubrations de sa raison personnelle, sans nul contrôle de la raison divine. On était en plein malentendu. Les catholiques semblaient approuver simplement un coup de force qui mâtait les puissances de désordre. Lui ne cherchait qu'à implanter une dynastie en apportant au peuple, non point cette formation morale et religieuse, qui l'élèverait et l'ennoblirait, mais cette prospérité purement matérielle qui tend à lui faire croire que le bonheur humain tient au bien-être et à la puissance de l'argent.

Il ne semble pas que les catholiques de France aient aperçu nettement, au début, la gravité de ce malentendu. Ils se jetèrent en masse dans les bras du nouveau dictateur, et leur empressement fut sûrement excessif. Sur tout le territoire, les *Te Deum* éclatèrent. Ceux-là même qui boudaient le régime napoléonien ne le faisaient qu'au nom de cette légitimité qui n'était, philosophiquement parlant, qu'un préjugé. Quelques évêques allèrent jusqu'à prononcer le nom de Charlemagne. Napoléon Ier avait affecté de se donner comme le successeur du grand empereur médiéval. C'était de sa part un anachronisme voulu. Les évêques qui s'y trompaient ignoraient leur histoire ou l'oubliaient délibérément. De Rome, venaient des approbations au Prince-Président que l'on pouvait aussi interpréter à contre-sens. Bref, toutes les haines des républicains, si elles avaient eu besoin d'être réchauffées, auraient pu trouver prétexte dans l'attitude du clergé à un redoublement d'animosité contre la religion. André Bellessort remarque avec raison que « *Les Châtiments* attaquent le pape aussi violemment que l'empereur, » et que le zèle du clergé pour l'homme du 2 décembre nous « a valu, en partie, l'anticléricalisme de la Troisième République. »

En fait, le clergé de France faisait avec Napoléon III un marché de dupes. L'empereur voulait bien se servir de l'influence populaire du clergé pour ses fins à lui, mais il était prêt à le lâcher dès que ses intérêts dynastiques ou politiques le lui permettraient :

« Il voit seulement dans l'Eglise un soutien pour son gouvernement, dans les curés d'incomparables agents électoraux qui lui rallient les légitimistes, notamment dans les provinces de l'ouest, et dirigent sagement la vie publique locale. En conséquence, on facilite leur recrutement ; on autorise les dons et legs aux établissements religieux. La Monarchie de juillet n'aimait pas que les processions sortissent des églises. Elles en sortiront et seront suivies des pré-

fets et des généraux, des autorités civiles et militaires. On laisse se développer les Congrégations de femmes. On évite de traduire les ecclésiastiques devant les tribunaux, sauf quand ils déblatèrent contre le gouvernement. On se contente la plupart du temps des mesures disciplinaires prises par les évêques ; et, si un procès est inévitable, on en étouffe l'éclat. »

Ainsi, l'Eglise semble privilégiée, mais ce n'est qu'une apparence. Ce qu'elle ambitionne, ce n'est nullement, comme se l'imaginent si volontiers les légistes ses adversaires, la prépondérance temporelle ou politique, mais l'action profonde sur les âmes, par l'éducation et la prédication.

Or, depuis la Révolution, l'enseignement était soustrait à l'Eglise, ou elle n'y était plus traitée qu'en suspecte. C'était là au fond le grand malheur des temps modernes. L'enfance chrétienne, *à l'école étatiste*, reçoit des principes et des préjugés antichrétiens. La Révolution avait enlevé l'enseignement d'une façon totale au clergé et aux Congrégations. Le Premier Empire avait consacré la mainmise de l'Etat sur l'enseignement public. L'instruction est ainsi devenue, en nos Etats européens, un droit régalien réservé à l'Etat. La liberté n'y est accordée qu'à regret et au compte-gouttes. L'Eglise n'est plus qu'une suspecte ou une rivale pour l'Etat, en matière scolaire. Et comme l'Etat, sous le régime de la souveraineté populaire, c'est la bourgeoisie incrédule ou défiante, il s'ensuit que l'esprit de l'enseignement public est foncièrement antichrétien, même lorsqu'il garde certaines apparences de respect pour la religion.

Cela avait été surtout visible sous la Restauration. Le monopole universitaire avait été conservé. Frayssinous, devenu grand-maître de ce département ministériel, avait tenté en vain d'en extirper le virus anticlérical. On pratiquait officiellement la religion dans les établissements de l'Etat, mais le corps professoral ne se soumettait qu'extérieurement à la discipline religieuse, et les élèves, laissés sans surveillance et poussés secrètement soit par leurs familles, soit par les exemples de leurs maîtres, se vengeaient trop souvent des obligations religieuses que le règlement leur imposait par d'atroces sacrilèges ou de grossiers blasphèmes.

L'Eglise avait donc, au total, beaucoup plus souffert de la Restauration qu'elle n'en avait profité, et tout simplement à cause de ce monopole universitaire qui lui enlève la seule chose qu'elle puisse ambitionner, la formation de la jeunesse, en vue des grandes tâches sociales et morales de la vie présente, et en vue du salut éternel de ses enfants.

Elle n'aurait dû accorder sa confiance et son appui sans réserve au régime impérial que contre des libertés en matière d'enseignement. C'est pour elle et pour sa mission surnaturelle un point capital. La séparation de l'école et de l'Etat, soit par la liberté totale, telle qu'elle existe aux Etats-Unis, soit par la Répartition proportionnelle scolaire, telle qu'elle devrait en toute justice exister chez nous, voilà le premier article de ses revendications politiques, parce que ce n'est que par là qu'elle pourra remplir sa tâche de régénération sociale.

Or, Napoléon n'entendait point se démunir d'un droit si précieux pour son pouvoir, ou bien il ne vit pas que, s'il voulait fonder l'ordre pour l'avenir, et même créer une dynastie, il avait tout intérêt à confier à l'Eglise la formation des générations nouvelles. Il ne comprit pas que le ferment le plus redoutable dans nos sociétés modernes vient de l'instruction athée. Un décret de 1852 précisa que le gouvernement était le maître absolu de l'enseignement public. Il garda donc le monopole universitaire. Et ce monopole se tourna contre lui. Il se tourna aussi contre l'Eglise.

Chose curieuse, les contemporains sentaient fort bien que la société marchait au paganisme, mais ils ne voyaient pas toujours la source du mal où elle se trouvait : dans le monopole universitaire. Voyez, par exemple, la querelle célèbre soulevée par l'abbé Gaume, vicaire général de Nevers, dans son livre intitulé *Le Ver rongeur*. Il dénonce les dangers du paganisme dans l'éducation moderne, mais il ne voit pas que la mainmise de l'Etat sur l'enseignement et l'infléchissement utilitaire et tout matérialiste donné par l'Etat aux programmes est la cause principale de ce paganisme. Il dit bien : « Nous ne sommes plus chrétiens parce que les maîtres de notre enfance et de notre jeunesse ne nous ont pas fait connaître et aimer le christianisme » ; mais il suppose que cela vient tout simplement de ce que l'on étudie trop les auteurs classiques païens dans nos écoles de tous les degrés. Mgr Dupanloup partit en guerre contre l'abbé Gaume et défendit contre lui le culte d'Horace et de Virgile. Dupanloup avait raison. Mais, pas plus que l'abbé Gaume, il ne dénonça le monopole universitaire comme la cause essentielle du mal moderne. Ajoutons toutefois qu'il devait être, au début de la Troisième République, l'un des grands promoteurs de la Liberté de l'enseignement supérieur, qui apporta une légère atténuation de ce monopole et un modeste élargissement de la liberté d'action de l'Eglise.

Pour dire d'un mot l'erreur de vision de cet empereur chimérique, qui prétendait instaurer l'ordre public et qui gardait jalousement l'enseignement hors de l'influence directe de l'Eglise, la seule grande puissance de moralisation que l'histoire connaisse, il suffit d'observer que tous ceux qui ont combattu l'Empire, tous ceux qui ont fait la Troisième République athée et franc-maçonnique, étaient des enfants de l'Université napoléonienne et s'étaient formés sous le Second Empire.

Même incohérence profonde dans l'affaire du pouvoir temporel des papes. Que ce pouvoir ne fût pas de l'essence de l'Eglise et ne fût pas indispensable à sa vie, c'est ce que tous les théologiens sa-

vaient, c'est ce que le traité du Latran de 1929 atteste avec éclat. Il était du moins une grande et vieille tradition. Il aurait pu offrir un bel exemple de ce que peut être un Etat chrétien. Mais la théologie et l'administration temporelle ne sont pas nécessairement des choses qui vont de pair. Le pape Pie IX tenait à ses Etats. Les gouvernements lui reprochaient de mal administrer ; il étaient juges et parties à la fois. Nous ne discuterons pas cette question, qui demanderait un examen très serré. Mais que dire de la politique napoléonienne qui prétend à la fois favoriser le mouvement de l'unité italienne et défendre le pouvoir temporel ? Se peut-il illogisme plus flagrant ? Comment Napoléon avait-il la prétention d'arrêter des ambitions qu'il allumait lui-même ? Comment ne voyait-il pas que l'unité italienne impliquait nécessairement l'abandon du pouvoir temporel ? Mais il ne veut pas se brouiller avec les catholiques de France, et c'est pour leur complaire qu'il protège le pape contre les envahissements du Piémont, dont il a autorisé tous les appétits !

Comme le dit fort bien Bellessort : « Napoléon encourage sous main les spoliations, sans vouloir faire cause commune avec les spoliateurs. Serait-il contrarié que, malgré son opposition officielle, Rome tombât en leur possession ? Le jour où, au Corps législatif, Rouher lance son défi : « Jamais, jamais on n'enlèvera Rome au pape ! » l'Empereur, après l'avoir félicité de son discours, ajoutera : « En politique, il ne faut jamais dire *jamais !* »

Et ce trait est bien révélateur. Il montre à quel point ce que l'on nomme « politique » est chose décevante. Sous prétexte qu'il y a bien des choses en politique qui sont du domaine du relatif et qui peuvent se régler de manière différente, suivant les époques, les intérêts en présence ou les remous de l'opinion, les politiciens sont enclins à professer un relativisme universel : « *Il ne faut jamais dire* JAMAIS ! »

Notons que, par contre, les observateurs laïques, même les mieux intentionnés, tels que M. Bellessort, sont enclins à prêter aux théologiens un certain absolutisme jusque dans les questions qui sont du domaine du relatif. C'est ainsi que l'illustre conférencier ne craint pas d'écrire cette phrase énorme : « Ce sera sortir de l'orthodoxie, — aux yeux de Pie IX, — que de ne pas défendre le pouvoir temporel. *De cette cause il fait un dogme.* » A ce compte, Pie XI serait hérétique !

Et pourtant M. Bellessort reconnait que, sans être des hérétiques, « quelques chefs catholiques, mais peu suivis par leurs troupes, Mgr Dupanloup, Montalembert, Lacordaire, souhaiteraient que la papauté renonçât d'elle-même « à ses petites possessions qui lui créent une petitesse » C'est donc tout de même que le pouvoir temporel n'a jamais été un *dogme*.

Napoléon III le savait bien. Mais il finassait, il se croyait profond politique parce qu'il agissait en révolutionnaire en Italie, et en autocrate conservateur en France ! En somme, Proudhon avait raison d'écrire à son sujet : « Un simple particulier peut opter entre le Christ et Satan, donner son âme à l'un des deux ; un gouvernement ne le peut pas. Il faut, bon gré mal gré, qu'il reste Tartuffe. Napoléon III peut-il détruire Voltaire ou renier l'Eglise ? Ni l'un ni l'autre. C'est pour cela qu'il publie le livre de M. About, *La Question romaine,* en feuilletons dans le *Moniteur,* et qu'il fait saisir l'édition publiée à l'étranger. »

L'empereur se servait d'About, un demi-Voltaire de l'époque, pour préparer l'opinion à l'expédition d'Italie. Le livre d'About décrivait méchamment l'incurie du gouvernement papal, le mauvais état des routes qui menaient à Rome, les terres incultes qui entouraient la capitale des Pontifes, il faisait un tableau sinistre de la vie sous le régime des prêtres. Il n'était question dans son ouvrage que de malaria, de mendicité, de paresse invétérée chez tout un peuple régi par des prêtres. About y avait collectionné une foule d'anecdotes qui semblaient dire : « Le pape est aimé et vénéré dans tous les Etats catholiques, excepté dans le sien. » La page la plus forte en couleur était le portrait du cardinal secrétaire d'Etat, Antonelli, qui débutait par ces lignes : « Il est né dans un repaire. Sonnino, son village, était plus célèbre dans l'histoire du crime que toute l'Arcadie dans les annales de la vertu... » Antonelli disait qu'About s'était taillé dans sa robe rouge le ruban qui décorait sa boutonnière.

Or, l'empereur avait lu tout cela et il le publiait dans le journal officiel de son gouvernement ! Il pouvait cependant comparer ce factum venimeux aux rapports de son ambassadeur à Rome, le duc de Gramont, qui décrivait cette ville paisible de fonctionnaires, de marchands, de prêtres, de moines, de clients, c'est-à-dire de pensionnés du gouvernement ou d'attachés à des cardinaux et à des prélats, et y montrait une population docile, qui, si elle est opprimée, ne s'en doute pas, et dont la morne tristesse, que lui prêtent les journaux étrangers, s'évapore en un instant aux appels du Carnaval.

Napoléon III jouait double jeu. La campagne d'Italie, apparemment dirigée contre l'Autriche, tint les catholiques de France en éveil. Ils craignaient que tout ce déploiement de force ne fût dirigé finalement contre le pape. De fait, l'empereur déchaînait un mouvement qu'il ne pourrait plus arrêter. A la suite de la campagne, il ne peut empêcher la Romagne de voter, après la Toscane, son annexion au Piémont. Cinquante et un évêques protestent contre cette atteinte portée au pouvoir temporel. Le gouvernement interdit aux journaux de discuter les mandements épiscopaux concernant les affaires d'Italie. Il frappe d'un avertissement le *Correspondant,* pour un article de Montalembert qui se terminait par ces mots : « Qui voudrait être le Pilate de la Papauté ? » Là-dessus, une brochure paraît : *le Pape et le Congrès.* Tout le monde l'attribue à l'empereur, il l'a au moins inspirée. On y reconnaissait la

nécessité du pouvoir temporel, mais on y réduisait les Etats du pape à la ville de Rome seule. Veuillot comparait cette brochure au baiser de Judas. Pie IX la qualifia sévèrement : « un monument unique d'hypocrisie et un tissu ignoble de contradictions. »

A partir de ce moment, on peut dire que la lutte est ouverte entre le pape et l'empereur. Au cours d'une audience, Pie IX dit en propres termes au duc de Gramont : « Votre empereur n'est qu'un menteur, un fourbe ! Je ne crois plus à sa parole... Que peut-il sur le pape ? Rien. Sur Mastaï ? Tout. Eh bien ! j'irai me réfugier dans le tombeau des apôtres. Là, il me fera prendre par mes habits pontificaux. Mais il saura ce que c'est que toucher à ces habits ! »

Les protestations du Pontife trouvent un écho douloureux dans les cœurs catholiques. Des pétitions s'organisent en sa faveur. Lorsque le pape décide de réorganiser sa modeste armée, des volontaires accourent de tous les pays catholiques. Le général Lamoricière en accepte le commandement. « Quels noms ! disait un général piémontais, lisant une liste de blessés ou de tués à Castelfidardo, on croirait lire une invitation au bal de la cour de Louis XIV ! » Toutes les grandes familles de France y sont en effet représentées. Le sentiment national fut touché par la belle défense des zouaves pontificaux, écrasés par le nombre. On commençait à être las des Piémontais. Les républicains seuls firent de Garibaldi un de leurs héros. Les catholiques le représentaient comme un suppôt de l'enfer, une sorte de chef de brigands. L'empereur se sentait engagé dans un guêpier ; mais comment en sortir ? Après Castelfidardo, il avait dû rompre les relations diplomatiques avec le Piémont. Mais il sentait à quel point il était impolitique de se brouiller avec la jeune puissance qu'il avait appelée à la vie. N'était-ce point se condamner soi-même ? D'autre part, il avait à ses côtés, sur le trône même, dans la personne de l'impératrice Eugénie, un partisan acharné du pape. Ses récriminations rendaient l'empereur encore plus hésitant ; n'avait-elle pas manifesté l'intention d'aller elle-même à Rome, soutenir le pape de sa présence ? Quand on voulut reprendre les relations officielles avec le Piémont, l'empereur attendit longtemps avant d'oser inviter le ministre Thouvenel à lire au Conseil son rapport sur cette question. Et le jour où il s'y risqua enfin, il vit l'impératrice se lever brusquement au milieu de la lecture, donner les signes de la plus violente agitation et sortir enfin, les yeux pleins de larmes. Troublé, mais d'apparence impassible, Napoléon garda longtemps le silence, puis il dit au maréchal Vaillant : « Mon cher Maréchal, veuillez suivre l'impératrice et vous occuper d'elle. » Après quoi, le Conseil continua ses travaux.

L'empereur ne pouvait donc ignorer la puissance des réactions catholiques à chaque injure faite au pape. Pie IX de son côté, tout en acceptant le secours des armes françaises contre les envahissements du Piémont, tenait essentiellement à affirmer son indépendance spirituelle et se montrait d'autant plus sévère contre le libéralisme et les idées révolutionnaires chères à l'empereur, que ce dernier lui faisait davantage d'avances. C'est en effet sous la protection des armes françaises, pour ainsi dire, que furent publiées, en 1864, l'Encyclique *Quanta cura* et le célèbre *Syllabus*, dont la forme volontairement dépouillée de toute explication et de toute atténuation était, pour les gouvernements modernes, beaucoup plus provocante que le fond, théologiquement et philosophiquement incontestable.

Encore aujourd'hui, bien des esprits se choquent de ce document, faute de prendre la peine de le comprendre. M. Bellessort dit que c'est « l'anathème le plus absolu dont Rome ait jamais frappé la liberté de conscience, la liberté des cultes, la liberté de la presse, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, bref, tous les principes de la société moderne. » Et l'on s'étonne d'une telle appréciation, si peu nuancée et si peu exacte, sous la plume d'un conférencier qui passe pour catholique. Visiblement, il s'est inspiré ici du livre de M. Jean Maurain sur *la Politique ecclésiastique du Second Empire*, et il n'a pas remarqué que ce livre, si fortement documenté qu'il soit, est bien loin d'être impartial envers l'Eglise et qu'il se borne à mettre aux prises, sans faire la distinction des intentions et des visées spirituelles, deux sociétés : la rouge et la noire, les libres-penseurs et les cléricaux, en penchant visiblement pour la première. Ce qui vicie radicalement des livres comme celui-là, c'est qu'il ne veut voir dans les efforts d'apostolat du clergé que l'ambition de dominer. Comme c'est là, très authentiquement, le seul idéal des légistes qui font de la politique, ils ne peuvent ni concevoir ni admettre que le clergé ait un autre idéal, celui de sauver les âmes ! Et M. Bellessort ne se dégage peut-être pas assez de l'ouvrage qui lui a fourni sa documentation, quand il dit à son tour : « Jamais, au cours du XIXe siècle, le clergé ne fit autant d'efforts *pour étendre son pouvoir*, et jamais son influence ne fut plus forte sur les classes riches, noblesse et bourgeoisie, et sur les femmes. Jamais non plus les évêques n'ont prouvé autant d'indépendance envers le gouvernement ou envers le pape. » C'est peut-être un peu superficiel et un peu sommaire pour caractériser l'apostolat d'un clergé pendant vingt ans !

Il est plus juste lorsqu'il fait appel à ses souvenirs personnels et il aperçoit alors la fécondité et la force de l'idée religieuse :

« C'est presque uniquement par la question religieuse et par tout ce qui s'y rattache, avoue-t-il, que, sous le second Empire, la province, dont les Universités étaient mourantes, la vie intellectuelle souvent engourdie, *s'est élevée au-dessus du train des affaires et des jouissances matérielles*. L'image du pape environné d'ennemis, dépouillé de ses biens, a hanté des milliers et des milliers d'imaginations, a étreint des milliers de cœurs. J'ai connu, dans ma

jeunesse, une vieille femme qui avait versé ses petites économies au *Denier de Saint-Pierre*, récemment institué, comme jadis les femmes de nos campagnes avaient filé la rançon de Duguesclin. Quand Mgr de Mérode était venu trouver Lamoricière et lui avait exposé l'état de Rome et ce que Sa Sainteté attendait, espérait de lui, le général lui répondit : « C'est une cause pour laquelle il serait beau de mourir ! » C'est pour cette cause que de nos châteaux partirent des jeunes hommes qui, en d'autres temps, seraient allés délivrer le tombeau du Christ. »

Une société où jaillissent des dévouements de ce genre se réhabilite à nos yeux. Mais cela prouve que l'influence du clergé de ce temps ne se bornait pas à une « extension de pouvoir » ou à une recherche des gros sous.

Citons encore la conclusion de cette partie de l'enquête de M. Bellessort :

« A mesure, dit-il, que le drame se poursuit, la figure de Napoléon, plus indécise, plus ambiguë, recule, s'affaiblit, comme on voit se dissoudre les figures sur l'écran ; au contraire celle de Pie IX ressort davantage. Peu à peu on se prend à l'admirer pour sa constance et pour ce que j'appellerai ses magnifiques inopportunités. De tous côtés des voix réclament de lui des réformes libérales et dénoncent le despotisme dont souffrent ses sujets. C'est le moment qu'il choisit pour lancer une Encyclique et un *Syllabus* où il fulmine contre le progrès, la science, le libéralisme, les libertés nécessaires [1]. Ses ennemis sont aux portes de la ville ; demain, il ne lui restera peut-être plus une seule pierre à lui ; demain peut-être, vieux et malade, il lui faudra s'enfuir une seconde fois. C'est à ce moment-là qu'il notifie à l'Eglise sa résolution d'un Concile œcuménique, et qu'il demande à ce Concile de proclamer son infaillibilité. »

Rien ne prouve mieux que l'on fait tort à l'Eglise et à ses vrais représentants, dès qu'on néglige ou que l'on ne place pas au tout premier rang la cause spirituelle qu'ils ont pour mission de défendre dans le monde.

IV

Après l'étude que nous venons de résumer sur l'Eglise et Napoléon III, la Conférence la plus intéressante de M. Bellessort nous semble être la dernière de toutes : *La République sous l'Empire*. On y voit la Révolution aux prises avec elle-même. Car Napoléon III se donnait comme fils de la Révolution. Les Républicains croyaient la représenter d'une façon encore beaucoup plus authentique. Et il est certain que les uns et les autres (républicains et bonapartistes plébiscitaires) accommodaient à une sauce bien différente le grand dogme de la Révolution : que le suffrage universel est la source de toute autorité politique et de tout droit légal.

[1] Sur cette incompréhension du *Syllabus*, voir ce qui a été dit un peu plus haut. Le Syllabus, on le sait, traite d'un absolu, d'un idéal, d'une thèse, sans méconnaître la distance qui sépare le droit du fait et la thèse de l'hypothèse. Mais c'est l'erreur constante des partisans de ce qu'on nomme les « libertés modernes » de confondre le fait et le droit et de faire sortir le droit du nombre, c'est-à dire de la force !

Nous avons vu, il n'y a qu'un instant, le soin jaloux avec lequel Napoléon avait gardé le monopole universitaire. Nous allons voir ce monopole tourner contre lui, tout comme on voit en ce moment l'école laïque tourner contre la bourgeoisie opportuniste qui l'a instituée.

Le 21 juillet 1860, M. Hector Lemaire, professeur de rhétorique au lycée Charlemagne, président du Concours Général, décacheta le pli ministériel qui renfermait le sujet de composition en vers latins : ce n'était autre que l'Eloge du roi Jérôme Bonaparte, mort le 24 juin précédent, après une vie fort peu exemplaire. C'était, paraît-il, Adolphe Berger, libéral et frondeur, professeur en Sorbonne, qui avait choisi ce sujet et on le soupçonne fort d'y avoir mis une intention de moquerie. A peine M. Lemaire avait-il commencé à dicter que les protestations éclataient dans la salle : « Nous ne connaissons pas ce Monsieur ! » criaient des élèves. « Messieurs, répliqua le Président, il était à Waterloo. » L'élève Duvergier de Hauranne écrivit sur sa copie ces seuls mots : « Mes opinions politiques et celles de mon père m'interdisent de concourir en de pareilles conditions. » Un de ses camarades, du lycée Bonaparte, assis à sa droite, se jeta sur sa plume et, sans ouvrir le *Gradus*, d'une main rapide, couvrit sa feuille de lignes inégales. Quand on prit connaissance de son travail, on y lut ce qui suit :

« Vous voulez que, prenant cette vie au passage,
La Muse de l'Histoire y porte son flambeau ;
Vous ne comprenez pas qu'il eût été plus sage
De laisser reposer ce mort dans son tombeau...

Vous ne comprenez pas que nos veilles muettes
Ont de chacun de nous fait un républicain ;
Que nous supportons mal nos fers ; que nos poètes,
Ce sont les Juvénal, les Hugo, les Lucain...

Non, vous vous êtes dit, au fond de votre chambre :
« Ils chanteront ! » Vieillards, vous vous trompiez, allez !
Faites chanter la France aux fers le Deux décembre :
Mais que ce ne soit pas par des fils d'exilés !...

Paix aux cadavres ! Paix aux tombeaux ! Qu'on nous laisse,
Nous recueillant dans l'ombre et dans l'obscurité,
Préparer à l'écart, sans peur et sans faiblesse,
Le long enfantement de notre liberté..

Et s'il faut au vieux roi qui dort aux Invalides,
Vieux fou qu'hier encor sa maîtresse battait,
Quelques vers bien frappés, quelques hymnes splendides,
Nous en laissons la gloire à Monsieur Belmontet !... »

Ce Belmontet, un inconnu pour nous, était un faiseur de vers détestables et plats, qui s'était promu de lui-même au grade de poète officiel de l'Empereur et qui venait justement de publier une ode, d'un comique involontaire, sur les *Funérailles du prince Jérôme Bonaparte*.

La copie de l'élève indigné portait comme signature : *Un fils d'exilé, Jacques Richard*. Son père n'avait jamais été exilé. C'était un ancien notaire maintenant juge de paix à Patay. Le ministre eut le bon esprit de ne donner aucun retentissement à cette équipée, qu'il considéra

comme une simple gaminerie. Mais des copies du poème circulèrent parmi la jeunesse. Le nom de l'auteur, cela va sans dire, ne parut point au palmarès du Concours général, qui couronna Croiset, Gazier, Lavisse, Petit de Julleville, Leroy-Beaulieu, — tous destinés à la notoriété dans la suite. — Mais quelques jours plus tard, à la distribution des prix de son Lycée, Jacques Richard eut le second prix de Discours français et son nom fut salué d'un tonnerre d'applaudissements qui fit pâlir le proviseur. Son père le rappela à la maison et essaya de l'aiguiller vers le droit. Jacques était phtisique. « Je vis grave et pensif, en attendant la mort », écrivait-il. Quinze mois après son aventure, il mourait à l'âge de vingt ans. On a publié de lui, en 1887, un recueil de vers, précédé d'un sonnet de Sully Prudhomme. C'était un jeune homme bien doué et nourri de Hugo. Sa « copie » du Concours est un signe curieux de l'état d'esprit qui régnait dans les écoles au sujet du gouvernement impérial. Cette génération se formait aux leçons des hommes de Quarante-Huit. Elle savait les *Châtiments* par cœur et elle se forgeait une image de la République pour laquelle il serait beau de mourir ! Le recueil de Jacques Richard nous trace cette séduisante image, un véritable *millénarisme*. On y voit une *Ode à la Jeunesse* qui décrit l'idéal républicain. Plus de faux dieux, plus de faux prêtres ! « Plus de canons tonnants, plus de sang, plus de guerre ! » On ne tuera plus que des rois, sur les corps desquels « les peuples mêleront leurs baisers et leurs larmes » :

La voyez-vous venir, la jeune République,
Pâle encore et des plis de sa blanche tunique
Cachant son front voilé...

« Nous la voyons très bien, remarque Bellessort. C'est ainsi qu'elle visite, non seulement les chambres des jeunes étudiants, mais encore bien des logis d'artisans et de petits fonctionnaires. Je me rappelle l'intérieur familial qu'Edouard Drumont apercevait au fond de ses souvenirs. Son père, modeste et consciencieux expéditionnaire à l'Hôtel de Ville, lisait, le soir, à sa femme et à une vieille tante les poèmes des *Châtiments*. Et la tante s'écriait : « Adolphe, soyez prudent ! » Mme Drumont était si pénétrée de la supériorité de son mari qu'elle était encore plus républicaine que lui ; mais elle avait grand'peur, elle aussi, qu'il perdît sa place. Honnête famille, comme il y en avait tant et qui, avec son idéal de justice et de fraternité, s'offrait à la République. En province, où le bruit des agitations de Paris ne parvenait guère, nous avons tous connu, principalement dans le monde universitaire et chez ceux qu'on appelait les libres penseurs, des survivants de cette époque, pour qui la République représentait alors la paix, la concorde entre les citoyens, l'honnêteté, l'impossibilité des scandales dans le gouvernement, la fin de la candidature officielle, la suppression de la police politique, la liberté de conscience, toutes les vertus de la démocratie. Cette conception ne s'appuyait ni sur l'histoire moderne ni sur l'histoire de l'antiquité, dont il ne pouvait ressortir qu'une condamnation de la démagogie. Mais nous sommes en présence d'une mystique, la mystique républicaine qui, dans les dernières années de l'Empire, acheva de se constituer. »

Cette mystique s'alimentait de tous les mécontentements : l'Empire avait déclaré des guerres, la République déclarerait la paix au genre humain ; il avait soumis la presse à un dur régime de suspicion et de précautions défiantes, elle donnerait la liberté à la parole et à l'imprimé ; il avait domestiqué les magistrats, la République leur garantirait l'indépendance. Toute la jeunesse qui se croit du talent, voire du génie, a alors l'impression d'être bâillonnée ; elle s'imagine que si on lui laissait courir sa chance, elle conquerrait le monde ! Il est très curieux de voir, dès que le régime relâche son étreinte, le pullulement de petites publications qui se produit. Il est plus curieux encore de lire les signatures des collaborateurs de ces feuilles mortes-nées. La *Jeune France* compte 22 nos, avec comme rédacteurs : Vermorel, Méline, Emile Gebhart, Louise Michel. — Le *Mouvement*, 7 nos, avec Henri Brisson, Jules Vallès, Henri Fouquier, Hector Malot, Albert Glatigny. — Le *Travail* atteint 9 nos, dont le dernier porte cet avis : « Trois de nos collaborateurs habituels, MM. Carré, Clemenceau et Taule, ont été arrêtés. » — Il y eut encore *La Jeunesse, La Voie nouvelle, Le Matin, L'Etudiant, L'Actualité, Le Boulevard*, puis *La Rive gauche, Le Candide, Le Rabelais*.

Si un trop grand nombre de républicains accentués de nos jours veulent supprimer les études classiques et l'étude des langues anciennes, l'histoire dira que, de leur part, c'est une noire ingratitude. Jamais la connaissance du latin et de l'Histoire romaine n'a servi à aucun régime autant qu'à la République. C'est à la suite de Plutarque et des grands Romains que la Gironde avait renversé la monarchie en 1792. C'est en faisant de l'Histoire romaine une consommation prodigieuse que la jeune République a battu en brèche le Second Empire. Prévost-Paradol en avait tiré un parti énorme. Beulé, dans ses cours de la Bibliothèque Impériale, reprenait l'Histoire des Césars et la semait d'allusions aux ministres de l'Empereur. J. J. Weiss eut l'immense joie de découvrir, dans l'histoire romaine, un certain Pinarius, dont il se servit allègrement pour couvrir de ridicule le ministre Pinard. Laurent Pichat, dans un article de la *Réforme littéraire* de 1862, parle en ces termes de ses visites à Scheurer-Kestner, détenu à la prison de Sainte-Pélagie : « J'ai connu, dans la prison où j'allais le voir et où je me suis lié d'amitié avec lui, un ardent Helvidius Priscus qui avait à côté de lui une jeune et vaillante Arria... »

Lorsque l'Empereur eut l'idée de publier lui-même sa *Vie de César*, il fut flagellé par un pamphlet intitulé *Les Propos de Labienus*, dont l'auteur était un ancien normalien nommé Rogeard. Ce pamphlet était de l'histoire romaine pure, mais farcie d'allusions cinglantes. Voici Rome sous Auguste :

« Lentement sorti de cette vapeur de sang qui avait empourpré son aurore, l'astre de Jules montait

et versait une douce lumière sur le forum silencieux... La curie était muette, et les lois se taisaient... Partout la paix romaine conquise sur les Romains ; un seul tribun, Auguste ; une seule armée, l'armée d'Auguste ; une seule volonté, la sienne ; un seul consul, lui ; un seul censeur, lui encore ; un seul préteur, lui, toujours lui... Tite-Live cessait d'écrire ; la lecture de Cicéron était défendue ; la société était sauvée... Pour de la gloire, on en avait sans doute, comme il convient à un empire qui se respecte ; on avait ferraillé un peu partout... Cependant les sentences pleuvaient sur la plèbe ; le prince multipliait les distributions... Il donnait même aux petits enfants au-dessous de onze ans, contrairement à la loi. *Il est beau de violer la loi, quand on est meilleur qu'elle.* »

Puis Rogeard accumulait des allusions aux amusements de la foule, aux démolitions de Haussmann dans Paris, à l'expédition du Mexique, etc. Or, en ce temps-là, vivait dans la ville un homme étrange, qui s'obstinait à rester citoyen alors qu'il n'y avait plus que des sujets : c'était l'orateur et grand historien Titus Labienus. « Il croyait encore à la justice, aux lois, à la science et à la conscience... Il était si doux qu'il était d'avis de n'envoyer Auguste qu'au bagne, tourner la meule, contrairement à l'opinion plus commune de ceux qui voulaient le mettre en croix. » Ce Labienus rencontre l'élégant Gallion, qui lui annonce que les *Mémoires* d'Auguste vont paraître :

— « *Et depuis quand les brigands font-ils des livres ?*

— *Depuis que les honnêtes gens font des empereurs !* »

Mais Labienus se refuse à faire la critique d'une œuvre émanant d'Auguste :

« De la critique contre Octave ! Quelle dérision ! Il n'a pas fait de critique contre Cicéron. Il l'a tué... Il sait piller une ville, égorger un sénat, forcer un trésor dans un temple, et voler Jupiter. Il sait faire de fausses clefs, de faux serments et de faux testaments... Il sait franchir toutes les barrières et tous les Rubicons... Mais il ne sait pas un mot d'histoire, ni de politique, ni de morale, si ce n'est de la grande, c'est-à-dire de la morale des grands qui s'enseignait dans sa famille... Ce voleur de l'empire du monde ne peut plus voler qu'une chose, sa réhabilitation... »

Après avoir lu cela, Mérimée, ami de la cour, disait : « Cette machine-là me fait l'effet d'une catapulte. C'est furieusement fort et horriblement bien. » Inutile d'ajouter que Rogeard, l'auteur, avait passé la frontière et que bien lui en prit, car il fut condamné à cinq ans de prison et 500 fr. d'amende par contumace.

Dans ce clan des républicains, on était si enragé contre l'empereur que l'on craignait par dessus tout, comme l'avait dit Rogeard, qu'il ne volât sa réhabilitation, et l'on se montrait furieux de toutes les concessions à la liberté que le gouvernement impérial se mettait à faire depuis 1859. On était de mauvaise foi avec sérénité. La consigne était de manœuvrer pour que l'homme du Deux-décembre ne donnât pas de libertés, ou que, s'il en donnait, on dénigrât ses cadeaux. On ne voulait rien recevoir de ses mains. S'il avait proclamé la paix universelle, les républicains auraient crié : « Nous préférons la guerre ! » On ne voulait pas d'un bonheur social donné par son gouvernement, on ne consentirait à croire au bonheur que si cela venait de la République.

« Bien peu parmi nous, » dit Mme Adam, en un retour mélancolique sur le passé, « prévoyaient que la chute de l'Empire pourrait blesser la France. La République, qui devait le remplacer, avait toutes les vertus, toutes les beautés, toutes les forces. N'avait-elle pas toutes les expériences, elle qui serait la troisième ? Cruelle, mais triomphante contre l'étranger, en 92-93, humanitaire et naïve à l'excès en 48, la République, cette fois, serait la vraie, la définitive, et avant tout la libérale. Elle n'inspirerait pas à l'Europe de crainte de guerre comme l'Empire. La France pourra être, sous cette République, grande, généreuse, vaillante et pacifique, pratique et idéaliste. L'honneur deviendra la divinité qui dominera tous les cultes. »

Il n'est pas inutile de remarquer qu'en combattant la République, ou en se ralliant à elle si tardivement et si incomplètement, ce n'est pas à la véritable République seulement que le clergé de France, un peu plus tard, déclarait la guerre, mais aussi, à son insu et sans le vouloir, à cette généreuse et vaporeuse chimère. C'est du reste pour cela que la lutte autour de la formule républicaine a affecté les allures d'une *guerre de religion*, qu'elle a gardé plus ou moins jusqu'à nos jours !

Le clan des républicains comprenait des groupes assez différents. Il y avait d'abord les ancêtres, les purs, ceux que Gambetta, qui les vénérait en public, appelait en particulier les « vieilles ganaches » : Hugo, Quinet, Louis Blanc, Ledru-Rollin, Schœlcher, Carnot. Ceux-là opposent leur puritanisme désintéressé à la corruption de l'Empire. Ils n'admettent d'autre ambition que celle de la liberté. Autour d'eux les idées de résultats, encore moins d'assiette au beurre et de curée, ne venaient à personne. Mais ils n'exerçaient que peu d'influence politique ; on les respectait et on les remisait comme de solennelles idoles. Dans ses *Souvenirs de jeunesse*, Scheurer-Kestner raconte qu'à cette époque (1867) il marchait avec les vieux et que ses amis et lui n'étaient pas en odeur de sainteté auprès des jeunes. « Je reconnais, dit-il, que la nouvelle école nous a appris à faire de la politique pratique et à nous constituer une majorité dans le pays. Jamais nous n'y serions parvenus, si nous n'avions eu avec nous que les vieux de 48 à qui les leçons du passé n'avaient pas toujours servi. » Il se rappelait l'étonnement de Gambetta en face de l'intransigeance des anciens : Gambetta ne pouvait comprendre l'état d'esprit « d'un homme intelligent se condamnant à l'impuissance et se contentant d'avoir raison. »

L'opposition républicaine se servait contre l'Empire surtout de l'expédition du Mexique, si lamentablement avortée ; mais elle ressuscitait